

# *En Direct*

avec les  
**Conseillers Départementaux  
Communistes et Républicains  
Front de Gauche de Seine-Maritime**

24 novembre 2017

## Les élus du groupe au Département :

- **Stéphane BARRE**, Conseiller départemental du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray, Maire de Oissel, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray
- **Alban BRUNEAU**, Conseiller départemental du canton du Havre III, Maire de Gonfreville l'Orcher
- **Sophie HERVÉ**, Conseillère départementale du canton du Havre III

---

Le Conseil départemental du 22 novembre s'est ouvert sur le rapport annuel relatif à la situation du Département en matière de développement durable. Une occasion, pour Alban Bruneau, de rappeler que *« le développement durable ne doit pas être un simple volet de notre politique, mais devenir la matrice de toutes nos réflexions »*, avant de réclamer des moyens adaptés aux enjeux, exemples à l'appui.

Mais cette séance fut surtout consacrée aux orientations budgétaires pour 2018. Un débat durant lequel les élus communistes du Front de Gauche ont demandé que *« les seinomarine ne soient plus la variable d'ajustement »*, pour équilibrer *« un budget qui consacre par ailleurs chaque année 20 millions pour rembourser les banques plus vite que la musique »*. Stéphane Barré appelant le Président *« à reconsidérer à la baisse les sommes mobilisées à cet effet, pour allouer à tous les secteurs qui le nécessitent, action sociale et éducation en tête, les moyens de répondre aux demandes et aux besoins exprimés par nos concitoyens »*. Il en a conclu que *« l'urgence sociale est surement plus importante à traiter que l'urgence à rembourser les banques »*.

Au cours de cette séance ont également été débattus le bilan et les orientations du Département en faveur de l'égalité femmes-hommes, soutenus par le groupe, ou encore le retrait de la Région de la gestion de la base de loisirs de Jumièges, qualifié par Séverine Botte d'*« aberrante et absurde venant de la collectivité chef de file de la compétence touristique »*, avant de *« souhaiter que le Président de Région s'occupe de nos joyaux plutôt que de vouloir mettre la main sur nos ports nationaux ! »*.

Le bilan très positif de l'action des conseillers à l'emploi intervenant auprès des bénéficiaires du RSA, a quant à lui permis à Sophie Hervé de *« mettre les choses au point sur les prétendus assistés du système, argument avancé par certains pour exiger que tous les demandeurs d'emplois soit placés sous liberté surveillée, alors qu'à l'autre bout de la cordée, les privilégiés se gavent de richesses »*. Et elle a souhaité revenir sur le mauvais sort réservé par le gouvernement aux contrats aidés. Une intervention qui a fait réagir le Vice-Président rapporteur qui s'est alors pris les pieds dans le tapis en dénonçant ces contrats qualifiés *« de subventions déguisées »* et invitant leurs défenseurs *« à aller en bénéficiaire »* pour se rendre compte, sous-entendu de leur inefficacité pour lutter contre le chômage... Sauf que le rapport qu'il venait de présenter démontrait le contraire...

Enfin, concernant le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle, dotation de l'Etat à destination des communes les plus pauvres et se trouvant sous le coup d'une double amputation pratiquée par l'ancien gouvernement et l'actuel, Stéphane Barré a déploré ce mauvais coup pour les communes, avant de soutenir les nouveaux critères de répartition de ce fonds en Seine-Maritime, proposés par le groupe de travail constitué au sein de la collectivité : *« Le résultat de cette concertation demeurant un compromis acceptable entre le pire qui aurait consisté à ne rien faire et l'idéal qui aurait consisté à nous écouter entièrement »*. Car si, comme le groupe l'avait souhaité, le critère du revenu par habitant a bien été pris en compte dans les nouvelles répartitions, celui du nombre de logements sociaux par commune n'a été soutenu en revanche... que par les élus communistes.

---

Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions  
des élus communistes et républicains du Front de Gauche au Département sur leur blog :  
**« [departement.elus76.com](http://departement.elus76.com) »**

## Rapport sur la situation du Département en matière de développement durable

Le bilan des politiques publiques du Département en matière de développement durable a donné lieu à une présentation détaillée par la Vice-Présidente Cécile Sineau-Patry. Puis, Alban Bruneau a rappelé que « **le développement durable ne doit pas être un simple volet de notre politique, mais doit devenir la matrice de toutes nos réflexions. A nous seuls, nous ne pouvons pas changer la face du monde, nous pouvons cependant être moteurs et précurseurs par nos politiques et ses déclinaisons** ».

Or, pour le groupe communiste du Front de Gauche « *au regard des enjeux, nous restons sur notre faim. Certes les idées sont bonnes et nombreuses, mais nous manquons encore d'ambition. **Tout l'objet de notre politique est donc d'intégrer le développement durable dans l'ensemble de nos actions afin de les rendre plus efficaces, mais également pour préserver l'avenir de notre planète*** ».

Pour les élus communistes du Front de Gauche, cela passe donc par des moyens à la hauteur des enjeux « **surtout dans un contexte social particulièrement dégradé** ». Ainsi, Alban Bruneau a souligné que « *les ménages bénéficiaires des aides sociales et des politiques d'autonomie des personnes sont souvent ceux les plus en proie aux problématiques découlant du développement durable, que ce soit en matière d'alimentation, de performances énergétiques des logements ou encore de mobilité* ». Puis il a développé, remarques et propositions sur la lutte contre la précarité énergétique, dont le bilan est estimé trop modeste (404 logements aidés) ou encore sur la communication à améliorer autour du « Kit énergie (370 kits distribués).

Même appel à des moyens renforcés concernant le transport : « *Notre plate-forme numérique de co-voiturage, où seulement 1.900 trajets ont été déposés, soit environ 5 par jour, doit être plus attractive, il serait intéressant par exemple d'étudier la possibilité de mutualiser notre plate-forme avec les départements limitrophes* ». Mais c'est surtout « **une intervention forte pour agir contre la pollution produite par les navires de croisière** » qu'Alban Bruneau a sollicité.

Concernant le domaine agricole, il s'est félicité que « **l'humain ait été replacé au coeur des actions ainsi que le lien de proximité avec la profession agricole** » et proposé l'adhésion « *à l'association Un Plus Bio, réseau de collectivités souhaitant développer une restauration collective biologique avec des produits locaux* ».

Enfin, Alban Bruneau a tenu à saluer l'action du Département en faveur des modes doux de transport et d'infrastructures vertes. Ainsi il a relevé que « *les retombées de l'Avenue Verte ont déjà dépassées l'investissement de 9 millions après seulement 13 années* », ainsi que dans le domaine du sport santé.

S'écartant très largement du sujet posé, les nombreuses interventions des élus socialistes se sont quant à elles essentiellement attachées à dénoncer les décisions gouvernementales et les mesures de restriction prises par le Département dans de nombreux domaines, sans pour autant dater le début de cette austérité... Pour la majorité de Droite, le Président et sa Vice-Présidente ont reconnu la modestie de ces interventions, tout en rappelant l'engagement de la collectivité « *en fonction de ses moyens d'aujourd'hui, des moyens compliqués...* » et en fonction des compétences que la loi NOTRe lui a confié.

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes dans la collectivité départementale

Présenté par la Vice-Présidente Nathalie Lecordier, ce rapport a mis en évidence les actions conduites et à conduire par le Département en faveur de l'égalité femmes-hommes au sein de la collectivité, mais également à partir de la collectivité, notamment dans le secteur des collèges, via le CRED, du sport et de la culture.

Un rapport qui a débuté sur des éléments statistiques concernant les agentes et agents de la collectivité : « *Sur les 4.564 agents qui occupent un emploi permanent, 69,83 % sont des femmes (61 % nationalement) et 30,17% des hommes. Si l'on considère également les agents sur emploi non permanent, la part des femmes monte à 71,18 %, notamment du fait d'une quasi-exclusivité féminine chez les assistants familiaux (92,95 % de femmes sur 624 assistants). La rémunération féminine est estimée à 94,54 % de celle d'un homme pour une titulaire et 94,58 % pour une contractuelle* ».

Séverine Botte a tenu à saluer ce rapport « *qui propose des avancées concrètes en matière d'égalité femmes hommes, en ne se contentant pas des bilans* ». Par contre, elle a de nouveau rappelé que l'affirmation de vouloir « **protéger le droit des femmes à s'informer sur l'IVG ne suffit pas, nous souhaitons que soit rappelé notre volonté de protéger le droit des femmes à s'informer et à accéder à l'IVG** ».

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## Retrait de la Région Normandie du syndicat mixte de la base de Jumièges-le-Mesnil

Le retrait de la Région de la gestion de la base de Jumièges, et ses conséquences pour le Département, ont été soumis au débat, à l'initiative du groupe communiste du Front de Gauche.

Une intervention de Séverine Botte pour tout d'abord « *rappeler notre attachement à cette base de loisirs, aux activités qu'elle offre pour les familles, les enfants des centres de loisirs et colonies de vacances, les jeunes, les associations, dans un cadre d'une beauté et d'un potentiel exceptionnel. Mais également notre attachement à son mode de gestion, préservant l'esprit et donc l'accessibilité de cette base, pour tous* ».

Après avoir mis en garde contre « *une tentation nocive qui consisterait à privatiser cette gestion, par exemple en la confiant à un professionnel du tourisme et des loisirs* », c'est la position prise par la Région qu'elle a souhaité condamner. **Une décision « aberrante et absurde »** venant « *du chef de file en matière de compétence touristique de par la loi NOTRe* ».

Plus globalement, Séverine Botte a souligné qu'« *à chaque Conseil, nous notons l'absence d'engagement de la Région ou son désengagement. Lors de notre dernière séance, nous avons regretté qu'elle ne s'investisse pas à la direction du futur Grand Site d'Etretat. Et elle se refuse toujours d'intégrer le syndicat mixte Transmanche. C'est inquiétant, d'autant plus qu'à l'arrivée, c'est encore notre Département qui est appelé à compenser cette inaction. 270.000 Euros à déboursier en l'occurrence pour la base de Jumièges. 200.000 pour Etretat* ».

En conclusion Séverine Botte a estimé « *que la Région, championne du tourisme, ferait mieux de s'occuper de nos joyaux plutôt que de vouloir mettre la main sur nos ports nationaux* ».

L'occasion pour le Président du Conseil départemental d'annoncer que, la veille, dans le cadre des Assises de la mer, « *le Premier Ministre a rappelé que les ports du Havre et de Rouen resteront de compétence nationale en raison de leur vocation internationale* ».

Martine Blondel pour les élus socialistes a également dénoncé ce « *mauvais signal de la Région* » qui « *nous nous fait douter de l'utilité, de l'efficacité du G5 (réunion des présidents des cinq départements normands et du Président de région)* ».

Une délibération finalement adoptée par l'ensemble des groupes à l'exception du groupe socialiste.

## Modification des critères de répartition aux communes défavorisées de la Dotation de garantie de reversement du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle 2017

Le Vice-Président Denis Merville, très critique à l'égard des logiques gouvernementales de diminution de ce fonds à répartir entre les communes les plus défavorisées, a proposé, au nom du groupe de travail mis en place au sein du Département, de nouveaux critères de répartition de cette enveloppe en Seine-Maritime. Il a tenu à rappeler que ce dispositif, qui est en fait une dotation de l'Etat, « *est aujourd'hui menacé* ».

Stéphane Barré, pour le groupe communiste du Front de Gauche, a « *constaté comment les gouvernements successifs se rejoignent pour continuer et contribuer à affaiblir le financement des collectivités* ». Il a ainsi rappelé que « *lorsqu'un gouvernement annonce des compensations lorsqu'il supprime une taxe, les suivants passent leur temps à diminuer ces compensations... car nous sommes bien en présence d'une seule et même logique depuis Sarkozy jusqu'à Macron à l'encontre des collectivités locales* ».

Concernant la gestion des conséquences de ces baisses du fonds départemental pour les communes de notre département, Stéphane Barré a tenu « *à souligner l'initiative prise pour travailler ensemble sur les critères de répartition de ce fonds pour rendre cette répartition et la baisse du crédit global, le plus juste possible* ».

A l'issue de ces travaux, il a salué « *l'intégration, dans les nouveaux critères de calcul, du revenu par habitant ainsi que le lissage sur 4 ans de ces nouveaux critères pour atténuer la baisse des attributions en raison de la baisse de l'enveloppe déterminée par l'Etat* ». En revanche, il a regretté de n'avoir pas été entendu « *surtout dans la période actuelle, sur l'intégration dans le calcul, d'un critère lié au pourcentage de logements sociaux sur les communes. Un bon indicateur pour estimer la richesse locale* ».

Considérant, en conclusion, que « *le résultat de cette concertation demeurant un compromis acceptable entre le pire qui aurait consisté à ne rien faire et l'idéal qui aurait consisté à nous écouter entièrement, nous voterons cette proposition* ».

Le Président du Département s'est engagé pour sa part à défendre, « *aux côtés de l'Association des Maires de France, ce fonds et sa consistance financière* ».

Les élus socialistes, bien qu'ayant participé au groupe de travail, se sont abstenus lors du vote. Le groupe des indépendants l'a voté « *des deux mains* ».

## Bilan 2016 du Conseiller emploi

Le Vice-Président Jean-François Bures a présenté le bilan exhaustif des conseillers emploi du Département qui interviennent auprès des allocataires du RSA dans leur recherche d'un emploi.

Un bilan salué par Sophie Hervé au nom du groupe : « *Nous tenons à marquer notre soutien à ce dispositif et à saluer l'action opiniâtre conduite par le service emploi et ses agents, dans le but d'accompagner le retour à l'emploi des allocataires du RSA. Plus de mille bénéficiaires sont sortis du RSA grâce à cette action depuis 2012, ce qui est à la fois peu au regard du nombre de personnes restant éloignées d'un emploi, mais tellement lorsque que l'on considère chaque situation individuelle. Car chaque emploi décroché est une victoire pour celui qui le décroche comme pour ceux qui l'ont accompagné* ».

Pour, Sophie Hervé « *les éléments statistiques repris ici, illustrent de nouveau comme d'ailleurs toutes les enquêtes sérieuses le démontrent, que nous sommes bien éloignés des clichés véhiculés à souhait dans certains milieux qui ne connaissent ni la faim, ni les stigmates du chômage* ». Et de poursuivre sur sa lancée : « *Il est de bon ton chez certains de fustiger les demandeurs d'emploi ou les prétendus assistés du système, au point de vouloir les soumettre à une véritable liberté surveillée, pendant qu'à l'autre bout de la cordée, les privilégiés se gavent de richesses* ».

Pour le groupe communiste du Front de Gauche, « *tous les dispositifs, celui-ci comme ceux proposés dans le cadre de Pôle Emploi, sont à valoriser pour ce qu'ils nous enseignent : le chômage va à l'encontre des droits fondamentaux des êtres humains et personne ne peut le considérer comme un statut enviable* ».

Sophie Hervé a conclu concernant la situation des contrats aidés : « *Je m'inquiète des effets que peuvent avoir les nouvelles politiques de rationnement, avant une extinction proclamée, des contrats aidés par le nouveau gouvernement. Ces contrats ne sont pas la panacée mais nous observons de nouveau qu'ils figurent parmi les outils utilisés et donc utiles pour favoriser le retour à l'emploi. Retirer cet outil sans rien proposer à la place, dans une période de chômage de masse, est une faute grave aux conséquences lourdes* ».

Caroline Dutartre, pour le groupe socialiste, a « *salué la continuité de cette action qui existe depuis 2008 et son très bon rapport entre le coût qu'il mobilise et le résultat obtenu* ».

La surprise est venue, en conclusion du débat, du rapporteur de ce bilan. En écho aux propos de Sophie Hervé, Jean-François Bures a dénoncé les contrats aidés, qualifiés « *de subventions déguisées* », et motivé la décision gouvernementale de vouloir les supprimer, avant d'inviter leurs défenseurs « *à aller en bénéficiaire* » pour se rendre compte, sous-entendu de leur inefficacité pour lutter contre le chômage... Sauf que le rapport qu'il venait de présenter démontrait le contraire...

En revanche il n'a pas été répondu à une question essentielle soulevée au cours du débat : Il existe 8 unités territoriales de l'action sociale (UTAS) en Seine-Maritime et par conséquent 8 conseillers emploi. Or, la réforme voulue par la majorité départementale conduit à diminuer à 6 le nombre des UTAS... Quid du nombre de conseillers emplois demain ?

Ce rapport étant une communication, il n'était pas soumis à approbation.

## Débat d'orientation budgétaire 2018

Le Vice-Président Denis Merville a exposé le contexte dans lequel s'inscrivent les orientations budgétaires du Département pour l'année 2018, avant de rappeler que la construction du prochain budget serait guidée par « *la recherche permanente d'économies et d'optimisation de nos moyens* »...

**Une présentation et un rapport d'orientation qui ont fait longuement réagir les élus communistes du Front de Gauche sur la forme, pour ironiser, comme sur le fonds, pour appeler avec gravité, à un changement de cap urgent.**

Stéphane Barré a souligné combien la collectivité comptait « *de services brillants qui parviennent en 56 pages à présenter une cartographie complète de nos finances, accompagnée d'une analyse très fine et pertinente du contexte budgétaire... sans rien nous dire des orientations que vous proposez* ».

Le groupe communiste du Front de Gauche : « **reste sur sa faim. La soupe est fade. Car il manque un aspect essentiel à ce rapport d'orientation budgétaire : ce sont vos orientations budgétaires !...** ».

Un « flou » dont le groupe s'est amusé : « *Seriez-vous déjà à court d'idée ? Ou ennuyés, traversés par des contradictions, des tiraillements dans votre majorité fragile entre les opposants et les partisans du gouvernement ? La loyauté de certains de vos collègues envers le 1<sup>er</sup> Ministre conduit, il est vrai, de plus en plus au grand écart ou à la figure de style lorsque l'action gouvernementale est confrontée à la réalité de ses conséquences sur notre quotidien et celui de nos concitoyens. Le Président d'Habitat 76 ou celui d'Alcéane présents parmi nous en savent quelque chose !* ».

Après ces amuse-gueules, Stéphane Barré est passé au plat principal... Le contenu du futur budget du Département : « **Etre utile et reconnu comme tel, parce que nous sommes capables d'agir, de peser sur le cours des choses en faveur du peuple, dans toute sa diversité, voilà ce qui, en Démocratie, fera toujours la différence. Et cela tombe bien, nous sommes élus d'une collectivité connue et reconnue pour son utilité, sa connexion permanente à travers ses politiques de solidarité, ses politiques en faveur de l'éducation, de l'enfance, de la famille, des plus fragiles, par son implantation de proximité et sa capacité à accompagner les gens comme leurs communes** ».

Et Stéphane Barré a alors interpellé ses collègues : « **Ce patrimoine qui a permis de sauver une première fois les départements menacés de mort par les logiques de concentration véhiculées par la doctrine libérale, qu'en faisons-nous ? Nous contentons-nous de le gérer selon la règle du « c'est mieux que rien » en répercutant sur nos politiques publiques l'austérité voulue par le pouvoir libéral national et européen ? En se refusant d'allouer les moyens nécessaires pour assumer nos politiques dans un contexte où la pauvreté, la précarité, les difficultés de la vie progressent chaque année un peu plus comme tous les rapports qui se succèdent devant cette assemblée le démontrent ? En rognant sur tous ce que nous développons en termes d'utilité ?** ».

Avant d'énoncer les coups de rabot déjà subi :

- La fermeture d'un collège ici.
- La suppression des bourses aux familles les plus fragiles (- 930.000 Euros par an dont seulement 168.000 ont été réinjectés dans l'aide à la restauration).
- L'exclusion du Pass'Culture d'une majorité de nos collégiens.
- La diminution de la Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics (- 941.000 Euros en 2017 et - 275.000 Euros en 2018).
- La concentration du FSL sur ceux qui en ont le plus besoin, mais au détriment de ceux qui ne connaissent pour l'heure que des problèmes conjoncturels.
- La baisse du financement des centres sociaux situés en quartier prioritaire de la politique de la ville (- 80.000 Euros sur 2 ans pour les 9 centres sociaux dans le collimateur).
- Le gel le nombre de places en EHPAD malgré les besoins en forte progression.
- Ou encore la baisse du budget du SDIS occasionnant la fermeture de casernes et l'abandon d'interventions utiles pour nos concitoyens (- 1 million au BP 2017).

« **Je m'arrête là, cette liste n'est pas exhaustive, mais l'addition de cette énumération s'élève déjà à plus de 4 millions prélevés sur nos politiques publiques par la cure que vous leur imposez. Sauf que cette stratégie des coups de rabot au détriment des besoins, trouve rapidement ses limites. Un moment où un autre, elle touche l'os, la moelle, la substance** ».

Rappelant toutes les baisses des dotations et compensations de l'Etat en direction des collectivités locales depuis Sarkozy jusqu'à Macron en passant par Hollande, Stéphane Barré a fait part ensuite de sa « *grande inquiétude* » concernant l'avenir des départements : « **Les Départements sont de nouveau sur la sellette. En effet les régions et les métropoles dont la connivence à cet égard saute aux yeux, se verraient bien se passer de nous** ».

Fort de ces constats, il a estimé que « *la meilleure réponse à apporter serait de renforcer l'utilité, la lisibilité, l'efficacité de nos politiques publiques à partir d'un constat simple : l'urgence sociale progresse, tout le monde le déplore mais c'est ainsi. Cette progression des besoins appelle de la part de la collectivité chef de file des solidarités, des moyens en progression, à la hauteur des enjeux et non pas des coups de rabot* ».

Avant d'apporter la solution : « **Comment, vous allez de dire ? En révisant justement vos orientations et en mettant fin, par exemple, au choix, dogmatique, d'accélérer le désendettement de la collectivité en faisant fi du contexte que je viens de rappeler et des besoins à satisfaire** ».



Et de joindre la démonstration à la parole : « *Si je ne m'abuse, vous aviez pris l'engagement de désendetter de manière accélérée la collectivité à hauteur de 100 millions sur la durée du mandat. Nous devrions atteindre les 91,8 millions en fin d'année grâce notamment en partie aux effets des transferts à la Métropole. Ne croyez-vous pas qu'il serait temps de faire une pause afin de mieux répondre aux besoins de nos services dont les sous-effectifs au regard des besoins à satisfaire commencent à peser lourdement ? Les compressions des effectifs, même facilitées ou masquées par les effets des réorganisations atteignent leurs limites* ».

Stéphane Barré a appelé chacun à méditer : « **Face à ce chiffre de 92 millions obtenus sur le désendettement facultatif, mettez en perspective les 4 millions de coupes dans des budgets utiles que je vous ai énumérées à l'instant, ou encore les 5 millions supplémentaires, ce n'est ici qu'une estimation, qu'il faudrait mettre sur la table dans le secteur social pour répondre à l'accroissement des besoins** ».

Tout en rappelant au passage que son groupe n'est « *pas pour autant adepte de la dette* », Stéphane Barré a estimé « *que votre stratégie n'est pas conforme aux intérêts des seinomarins qui n'en finissent plus de payer par tous les bouts les effets de la crise. **Nous pouvons parfaitement rembourser nos emprunts sans un zèle excessif, sans nous mettre en danger et sans recourir à une austérité départementale sur nos services de première nécessité*** ».

Enfin, il a relevé, non sans malice, une contradiction entre « *l'excès prudentiel dont vous faites preuve en matière de fonctionnement* » et « *l'excès « imprudentiel » que vous appliquez aux investissements* ».

En cause, la contribution du Département « *au mauvais projet de contournement Est de Rouen* ». Explication : « *Cela ne vous pose visiblement pas de problème de doubler, en un an, pour ce projet le montant du chèque départemental estimé à 22 millions. Et sans aucune garantie qu'il ne nécessite une rallonge, ce qui du reste est fort probable s'agissant d'un tel projet mal ficelé. Une augmentation de 10 millions pour financer ce projet à la place d'autres collectivités qui ont eu la sagesse de s'en retirer et qui pèsera évidemment sur notre endettement. Paradoxe quand tu nous tiens...* ».

Le Président du groupe communiste du Front de Gauche a conclu en demandant, « **à ce stade des orientations** », que les seinomarins « **ne soient pas la variable d'ajustement** », et donc « **de reconsidérer à la baisse les sommes mobilisées en faveur de l'accélération de notre désendettement pour allouer, à tous les secteurs qui le nécessitent, action sociale et éducation en tête, les moyens de répondre aux demandes et aux besoins exprimés par nos concitoyens. Car l'urgence sociale est sûrement plus importante à traiter que l'urgence à rembourser les banques.** »

Au cours du débat, ont également été signalées les menaces qui pèsent sur le financement des livres pour les collégiens par l'Etat, une charge qui pourrait bien revenir aux départements, ou la baisse de la part reversée aux départements sur la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) pour augmenter celle des régions.

Pour les élus socialistes par la voix notamment de Marie Le Vern, même constat sur le contenu « *ou plutôt l'absence de contenu* », du rapport, mais avec en prime quelques leçons de gestion déclamées sur un ton, disons... très particulier. Des critiques étayées, mais sans réelle contre-proposition avancée.

Une intervention qui a fait bondir le Président du Département.

Enfin, Stéphane Barré est revenu à la charge pour obtenir réponse à sa proposition de stopper le programme de désendettement accéléré, argumentant que le Département est actuellement en dessous des critères de gestion que semble vouloir imposer le gouvernement aux collectivités dans le cadre de la contractualisation. Le Président lui a alors indiqué que les taux des impôts ne seraient pas augmentés... Une manière de renvoyer cette question au débat sur le budget... le mois prochain.

**Prochaine Séance : le lundi 11 décembre 2017 consacrée notamment au budget 2018**

Retrouvez l'ensemble des interventions des élus communistes et Républicains :  
sur le site de l'ADECR 76  
[www.elus76.com](http://www.elus76.com)  
sur le blog des conseillers départementaux communistes et républicains / front de gauche  
<http://departement.elus76.com>

Ou

Demandez-les au groupe communiste du Conseil départemental

**Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :**

Inscrivez vous auprès de : [sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

Pour ne plus le recevoir, désinscrivez vous auprès de :

[sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

**Pour contacter le Groupe Communiste et républicain, Front de Gauche :**

☎ 02.35.62.99.80